



14ème législature

Question N° : 58088	De M. Luc Chatel (Union pour un Mouvement Populaire - Haute-Marne)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires sociales		Ministère attributaire > Affaires sociales et santé
Rubrique > outre-mer	Tête d'analyse > santé	Analyse > situation sanitaire. Cour des comptes. rapport. conclusions.
Question publiée au JO le : 24/06/2014 Réponse publiée au JO le : 01/11/2016 page : 9049 Date de changement d'attribution : 12/02/2016		

Texte de la question

M. Luc Chatel interroge Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur la situation sanitaire dans les territoires d'Outre-mer. La Cour des comptes vient de dresser un rapport sévère, dans lequel elle pointe des difficultés persistantes, bien que les différents outre-mer connaissent une situation sanitaire globalement beaucoup plus satisfaisante que celle des pays qui les avoisinent. Elle relève que les populations d'outre-mer sont particulièrement exposées à différents risques, en raison de facteurs climatiques et environnementaux, mais aussi socio-économiques, compte-tenu de la forte précarité qui sévit dans certaines zones de ces territoires : mortalité infantile et maternelle élevée, incidence importante des maladies infectieuses (chikungunya à La Réunion et aux Antilles, zika en Polynésie française) et chroniques (diabète notamment), diffusion de conduites addictives, persistance de pathologies rares, etc. Or le système de santé n'est pas suffisamment à la hauteur de ces défis sanitaires. La Cour des comptes pointe tout à la fois l'inégalité des moyens déployés dans les territoires, une protection sociale inégalement répartie, ainsi qu'une concentration de médecins libéraux dans certains endroits aux dépens d'autres zones sous-dotées. Par ailleurs, les hôpitaux s'avèrent être en nombre insuffisant, manquent souvent de personnel et connaissent des difficultés de gestion chroniques. Face à ce constat, et malgré l'importance des moyens financiers déjà déployés en Outre-mer dans ce domaine, une réorganisation et une rationalisation de la stratégie de santé en outre-mer. Il lui demande donc quelles réponses elle entend apporter à cette situation préoccupante.

Texte de la réponse

Présente dans les engagements présidentiels de 2012, la question de la santé dans les outre-mer appelait une réponse inédite. La stratégie nationale de santé de septembre 2013 a ouvert l'opportunité de débattre et d'afficher les spécificités des territoires ultra-marins en matière de santé. La publication en juin 2014 du rapport de la Cour des Comptes sur la santé dans les outre-mer a alimenté un travail approfondi des députés ultra-marins. C'est suite à leurs propositions qu'en février 2015, la ministre des affaires sociales et de la santé et la ministre des outre-mer se sont engagées à présenter une stratégie de santé pour les outre-mer ce qui a été fait le 25 mai 2016. Le principe d'une telle stratégie de santé est désormais inscrit dans la loi ainsi que le dispose l'article 2 de loi de modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016. Cette stratégie de santé pour les outre-mer opère une rupture par rapport au plan santé outre-mer de 2009 à plusieurs titres. Elle s'intègre dans une stratégie de santé pour toute la France dont bien entendu les outre-mer bénéficient, et vient la compléter sur les questions propres aux outre-mer. Elle participe donc de la stratégie de santé de notre pays et contribue à lui donner sa pleine ampleur. Elle résulte d'une démarche exemplaire de démocratie en santé, ouverte avec les débats publics en région sur la stratégie de



santé, poursuivie par le travail des parlementaires et approfondie dans les conférences régionales de santé et d'autonomie. Elle conduit à formuler en cinq axes stratégiques, des objectifs clairs pour améliorer l'état de santé des populations ultra-marines avec des actions concrètes pour les atteindre. Elle engage l'État et ses opérateurs tant au niveau national que régional sur des feuilles de route précises et adaptées à chaque territoire ultra-marin. Les administrations centrales, les agences nationales, les agences régionales et locales de santé ont chacune des objectifs à respecter pour la réussir. Elle demeure soumise à une évaluation continue qui lui permettra de s'adapter aux besoins évolutifs des outre-mer. Au final, ce sont donc 5 axes stratégiques et 22 objectifs déclinés en 62 actions pour les mettre en œuvre. Les 5 axes sont :
AXE 1 Améliorer l'état de santé, renforcer la prévention, lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé
AXE 2 Améliorer la veille, l'évaluation et la gestion des risques sanitaires
AXE 3 Mieux répondre aux besoins de nos concitoyens dans le champ de l'autonomie (vieillesse et handicap)
AXE 4 Viser l'excellence et l'efficacité du système de santé en Outre-mer et répondre aux défis majeurs du 21e siècle (démographies médicales, nouvelles technologies, enseignement, recherche, innovation)
AXE 5 Réduire les inégalités d'accès aux soins (géographiques et financières) et améliorer les prises en charge
L'ensemble de la stratégie est consultable sur internet : www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/20160523_Strategie_Sante_Outre-mer.pdf